

Bulletin d'histoire politique

L'Institut scientifique franco-canadien pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sous la présidence de Gilson et Montpetit

Gérard Fabre



Volume 20, numéro 1, automne 2011

50 ans d'échanges culturels France-Québec 1910-1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055965ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055965ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fabre, G. (2011). L'Institut scientifique franco-canadien pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sous la présidence de Gilson et Montpetit. *Bulletin d'histoire politique*, 20(1), 84–97. <https://doi.org/10.7202/1055965ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'Institut scientifique franco-canadien pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sous la présidence de Gilson et Montpetit

GÉRARD FABRE
Institut Marcel Mauss (CNRS/EHESS)
Paris

Né le 21 mai 1926, l'Institut scientifique franco-canadien (ISFC) a joué un rôle moteur dans les échanges universitaires qui se sont noués entre les deux sociétés en invitant des conférenciers de part et d'autre de l'Atlantique¹. Sa longévité (1926-1967) permet de mesurer l'intensité des efforts accomplis en matière d'échanges universitaires. À travers elle s'appréhendent aussi les répercussions du contexte international sur l'état des relations franco-québécoises, dont la complexité tient à une constante diplomatique : tout au long de la III^e et de la IV^e République, les différents gouvernements français, si désireux soient-ils de traiter directement avec la province de Québec, cherchent d'abord à ne pas indisposer les Canadiens anglais².

Nous verrons dans cet article comment l'ISFC résiste à la tourmente de la guerre et de l'immédiat après-guerre sous la présidence française d'Étienne Gilson (1884-1978) et la vice-présidence québécoise d'Édouard Montpetit (1881-1954). Nous présenterons à cette fin quelques dossiers examinés dans le cadre de l'ISFC : ceux de Gustave Cohen et Jacques Maritain (avant 1945), puis ceux de Louis Rougier, Pierre Gaxotte et Jean Bruchési (après 1945).

Les deux maîtres d'œuvre : Gilson et Montpetit

Les deux hommes se connaissent depuis la création de l'ISFC car Gilson est invité dès 1926 à Harvard, ce qui facilite ses déplacements vers le Canada et le Québec. Leurs rencontres sont nombreuses : durant les années 1930, Gilson est l'intellectuel le plus souvent invité par l'ISFC³.

Figure centrale du renouveau thomiste, ce dernier enseigne de 1921 à 1932 à la Sorbonne, puis est élu au Collège de France (chaire d'histoire de

la philosophie médiévale), dont il démissionnera en 1951. En 1929, il accepte la proposition des Pères basiliens du *St. Michael College* d'accompagner la fondation et le développement de l'Institut d'études médiévales de Toronto (qui deviendra pontifical en 1939). Il y invite Jacques Maritain, avec lequel il est très lié. Deuxième président de l'ISFC, il succède en 1937 à Louis-Janvier Dalbis, décédé, à la suite d'une sollicitation du Conseil de l'ISFC « à l'unanimité »⁴. Le 24 janvier 1940, c'est lui qui préside à Montréal la réunion du Conseil de l'ISFC, juste avant de repartir en Europe⁵. Pendant la guerre, il est retenu en France, malgré les tentatives de son ami Maritain pour le faire inviter aux États-Unis⁶. Il enseigne au Collège de France et participe, de Vermenton, en territoire occupé, à la résistance intellectuelle à l'Allemagne nazie et au régime de Vichy. Élu le 24 octobre 1946 à l'Académie française, il fait partie du camp des académiciens « résistants », hostiles aux anciens partisans de Vichy sous la Coupole⁷. Le 30 mars 1947, Gilson apprend à Montpetit qu'il vient d'être élu Conseiller de la République (c'est-à-dire Sénateur)⁸. Il siège dans le groupe du Mouvement Républicain Populaire (MRP), du 28 mars 1947 au 7 novembre 1948.

Francophile de conviction, Montpetit est l'autre figure emblématique de l'ISFC. Du fait de l'absence de Gilson, c'est lui qui anime l'ISFC pendant et au lendemain de la guerre. À la suite d'un long séjour d'études en France entre 1907 et 1910, il revient au Canada diplômé de l'École libre des sciences politiques (ELSP) et du Collège des sciences sociales. Professeur d'économie à l'École des hautes études commerciales dès 1910, il accède aux responsabilités de secrétaire général (en 1920) et de directeur des relations extérieures (en 1931) de l'Université de Montréal. Dans ce cadre, il tisse des liens avec des agents consulaires français, notamment René du Roure et Robert de Caix⁹. Il retourne régulièrement en France, notamment en 1925 pour enseigner en Sorbonne à titre de professeur agrégé de l'Université de Paris, où il est chargé de dix cours sur le Canada.

L'ISFC pendant la guerre: un flux d'échanges limité

Le déclenchement du conflit pose d'emblée des problèmes de mobilité internationale, ce qui tarit les sources de recrutement de conférenciers, dont le nombre diminue nettement au regard de la décennie 1930. Le Conseil de l'ISFC pensait pouvoir y remédier en invitant des professeurs francophones belges et suisses, ou encore des professeurs français exerçant aux États-Unis, mais ces pistes sont parsemées d'embûches: la Belgique est occupée et l'administration américaine (le *Department of Justice*) ne délivre pas de visas permanents sans moult complications¹⁰. Pour l'année universitaire 1940-1941, cinq conférenciers sont effectivement présents¹¹; pour 1941-1942, quatre; pour 1942-1943, trois seulement, car certains conférenciers pressentis sont tenus pas des engagements de cours aux États-Unis.

Quelques cas sont intéressants à examiner de plus près. Ainsi celui du médiéviste Gustave Cohen, contraint de quitter la France en raison de ses origines juives, et qui enseigne à Yale. Quelques milliers d'exilés français vivent alors à New York; la plupart retournent en France quand s'achève la guerre. Avec Maritain, Cohen est à l'initiative de la création de l'École libre des hautes études de New York¹². Cohen se convertira au catholicisme en 1943. Très désireux de venir au Québec, qu'il considère comme une partie de la France en Amérique, il contacte en 1941 Auguste Viatte, qui enseigne à l'Université Laval et a été son étudiant en Sorbonne. Viatte se tourne vers le recteur de l'Université, M^{gr} Camille Roy, lequel adresse une lettre à Montpetit¹³: « Permettez-moi de recommander à votre bienveillante attention M. Gustave Cohen, professeur en Sorbonne, dont les travaux sur le théâtre du Moyen-Âge sont absolument remarquables, et qui est une illustration actuelle de la Sorbonne ». Distinguant nettement le régime de Vichy et l'Allemagne nazie, Roy ajoute que « [l]e gouvernement de Vichy a voulu le maintenir en Sorbonne; les Allemands l'ont exclu à cause de ses origines juives. C'est un cas absolument naziste d'antisémitisme. L'autorité et les travaux de M. Cohen le placent bien au-dessus de ces ostracismes nazistes. Malgré la protection et l'insistance du gouvernement de Vichy, M. Cohen a dû renoncer à retourner en Sorbonne ».

Ce langage équivoque, en ce qu'il relativise les complicités entre Vichy et la puissance occupante, ne surprend pas à un moment où la figure du Maréchal Pétain demeure prestigieuse au Canada français, tandis que le Reich y est partout condamné. Roy insiste sur les relations personnelles qu'il a nouées à Paris avec Cohen: « C'est un maître éminent qui a à son crédit des ouvrages qui font autorité. J'ai eu occasion de le rencontrer en Sorbonne en 1933. Il ferait un excellent conférencier dans nos Facultés de Lettres. Pouvez-vous vous intéresser à lui? L'Institut scientifique franco-canadien pourrait-il le faire venir? Je suis assuré que M. Cohen répondrait à l'appel. »

Si Cohen fait bien une tournée de conférences au Québec en 1942 avec le soutien de Roy, c'est dans le cadre de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), qui prend en charge les frais afférents. Cela est dû à une distribution concertée des rôles entre les deux organismes, et non à des réticences de la part de l'ISFC, puisque ce dernier invitera officiellement Cohen en septembre 1944¹⁴. Cependant la tournée de Cohen suscite quelques réactions négatives, notamment de la part du président de l'Institut canadien de Québec, Antonio Langlais, un juriste admirateur de l'Action française de Maurras¹⁵.

Un autre document provenant de l'ISFC mérite attention: il s'agit d'une lettre de Maritain rédigée en 1943¹⁶. Le philosophe élevé dans une famille protestante et converti au catholicisme est déjà une personnalité d'envergure internationale, largement respectée au Québec, en particulier

par le milieu intellectuel qui s'est formé autour de la revue *La Relève*¹⁷. Enseignant à Columbia pendant la guerre, Maritain fut l'un des tout premiers intellectuels de renom à intervenir en faveur de la Résistance. Depuis mars 1941 il envoie des *Messages* aux Français grâce à la BBC, « qui retransmet les programmes américains sur les ondes courtes, avant que les Américains ne puissent diffuser seuls ses programmes »¹⁸. Il est la figure de proue de l'émission radiophonique *La Voix de l'Amérique*, lancée par Pierre Lazareff en février 1942¹⁹. Son activité éditoriale intense pendant la guerre tient, pour ce qui est du Canada, à son étroite collaboration avec les Éditions de l'Arbre, liées à *La Relève*: il y devient le « directeur occulte »²⁰ de la collection « Problèmes actuels », inaugurée en 1941 par l'un de ses propres ouvrages (*Crépuscule de la civilisation*). Il publie aussi beaucoup aux Éditions de la Maison française de New York²¹.

Cette suractivité l'amène à répondre prudemment à une invitation de l'ISFC, pour lequel il avait déjà fait des tournées de conférences en 1934-35 et 1939-40 :

J'ai été surchargé de travail ces temps-ci. L'Institut d'Études médiévales m'a en effet invité à donner quelques conférences au cours de l'automne prochain, et ce sera pour moi une grande joie de pouvoir ainsi collaborer avec l'Université de Montréal. Mais je ne sais pas encore à quel moment je pourrai fixer ce voyage. Dès que je verrai un peu plus clair dans mes plans, je vous écrirai à nouveau, ainsi qu'au Père Gaudraul²².

Maritain annonce ensuite que sa priorité ira à l'Institut d'études médiévales de Toronto: « Pour le moment j'imagine que la dernière semaine de septembre serait peut-être l'époque la moins difficile pour moi. Mais je ne pourrai prendre une décision qu'après avoir arrangé avec le docteur Phelan [du *St. Michael College*] le cours que je dois faire à Toronto ». À l'instar de Gilson, il semble davantage impliqué dans son enseignement à Toronto, bien qu'il intervienne de nouveau en 1943-1944 dans le cadre de l'ISFC et que ses relations avec Montpetit soient cordiales, comme en témoignent les derniers mots de la lettre: « Je regrette de n'avoir pu vous voir que trop rapidement à mon dernier passage à Montréal. Laissez-moi vous féliciter de l'admirable succès de la cérémonie d'inauguration²³, et veuillez agréer, Cher Monsieur et Ami, l'expression de mes sentiments fidèlement dévoués. »

L'ISFC après la guerre: le second souffle

Avec la Libération de Paris (le 25 août 1944) et l'abolition de la législation de Vichy (le 10 septembre 1944), les relations politiques franco-québécoises retrouvent un cadre plus officiel. Mais, du côté québécois, le retour au pouvoir à la fin du mois d'août 1944 de l'Union nationale complique la nouvelle donne: les sympathies envers l'idéologie vichyste persistent

dans l'entourage de Maurice Duplessis et s'accompagnent d'une méfiance plus ou moins affichée à l'égard des initiatives gaullistes et de la Résistance française en général.

L'ISFC va ainsi devenir un terrain d'escarmouches entre les tenants français d'une épuration sans faiblesse et les défenseurs québécois d'acteurs compromis avec le régime de Vichy. Malgré ces tiraillements, l'ISFC bénéficie de la fin progressive des hostilités en Europe pour se relancer, et cela même si Gilson, retenu en Europe par ses activités politiques au sein du MRP, ne préside pas les réunions du conseil de l'ISFC tenues en 1945 et 1946²⁴. La subvention du gouvernement français est rétablie. Celle du gouvernement de la province est maintenue, malgré des retards de paiement ou des tentatives d'en rogner le montant initial de 6 000 \$: la proximité de Montpetit avec Jean Bruchési²⁵, sous-secrétaire de la province de Québec de 1937 à 1959, aplanit ces difficultés²⁶. Par la suite, ce dernier veillera scrupuleusement au versement des subventions accordées à l'ISFC par le gouvernement de la province. Le nombre des conférenciers revient au niveau des années 1930. Dès 1943-1944 il remonte à onze, dont Maritain, René Ristelhueber (ancien ambassadeur de Vichy à Ottawa), Louis Marlio et l'ethnologue Alfred Métraux. Il atteint seize en 1944-1945 (dont l'académicien Jacques de Lacretelle et plusieurs médecins), avant de redescendre à huit en 1946-1947 (dont l'économiste Paul Hugon, le géographe Raoul Blanchard et le physicien Louis Leprince-Ringuet). Parmi ces invités, on remarque la présence à la fois de sympathisants et d'opposants à Vichy.

Le traitement contrasté des dossiers Rougier et Gaxotte

Le cas de Louis Rougier (1889-1982) marque une rupture dans le fragile équilibre entre maréchalistes et gaullistes. Ce dernier a déjà une certaine notoriété : professeur de philosophie et d'économie à l'Université de Besançon, farouchement hostile au planisme, il se fait le chantre du néolibéralisme, organise à Paris en août 1938 le colloque Walter Lippmann, qui réunit patrons, hauts fonctionnaires, intellectuels et économistes libéraux. Pétainiste de raison, il s'oppose toutefois à Laval et obtient de Pétain une mission de négociation à Londres à l'automne 1940²⁷. Immigré aux États-Unis à partir du printemps 1941, il enseigne, grâce au soutien de Lippmann, à la *New School for Social Research* de New York. Il séjourne fréquemment à Montréal, où il effectue des conférences et tisse des liens avec l'intelligentsia québécoise, bien qu'il ne soit pas catholique. Ses solides appuis à l'Université de Montréal et au sein du gouvernement de Duplessis, dont celui de Bruchési, amènent en 1945 l'ISFC à l'inviter comme conférencier. Mais ses sympathies connues pour Pétain le rendent infréquentable aux yeux de Gilson, qui s'oppose formellement à cette invitation. L'irritation de

Bruchési devant cette attitude, qu'il juge déplacée dans un cadre consensuel comme celui de l'ISFC, est manifeste dans cette missive qu'il envoie à Montpetit :

Il est bien dommage, pour le principe, que l'invitation déjà faite à M. Rougier par l'Institut scientifique franco-canadien, ne soit pas maintenue. Dites-moi simplement si le cas est tranché dans la négative parce que M. Rougier a besoin d'un visa pour entrer au Canada et que l'ambassade de France refuse ce visa, ou bien parce que l'Institut accepte le veto de M. Gilson²⁸.

Embarrassé et craignant de froisser son fidèle soutien, Montpetit lui répond que la décision de l'Ambassade de France prévaut, en vertu de l'accord qui s'est manifesté au sein des membres du comité de direction de l'ISFC²⁹.

Gilson fera preuve de plus de diplomatie lors de l'invitation par l'ISFC de Pierre Gaxotte (1895-1982), historien réputé, appartenant à la mouvance maurrassienne. Deux mois plus tard, toujours remonté, Bruchési adresse une lettre à Montpetit concernant la venue de Gaxotte au Canada³⁰. Bruchési veut qu'il donne des cours sous les auspices de l'ISFC, ce qui n'est pas du goût de Gilson. Bruchési encense l'œuvre historique de Gaxotte et dit ne pas pouvoir croire qu'on prenne l'historien pour un collaborateur (comme ce fut le cas avec Rougier) car la Gestapo l'a poursuivi³¹. À la demande de Montpetit, Gilson répond prudemment ne pas voir d'objections pour Gaxotte : cette réaction semble calculée car on sent bien que Gilson déteste l'historien maurrassien et tente de dévaluer les travaux de ce dernier auprès de Montpetit. Or celui-ci reste insensible aux allusions de Gilson : il va jusqu'à écrire à Gaxotte combien les écrits de celui-ci prennent une part essentielle dans ses enseignements³².

L'invitation de Bruchési : le retour des conférenciers canadiens en France

Le dernier cas d'invitation que nous développerons est intéressant à double titre. D'abord, il concerne un Québécois, Jean Bruchési, alors que la vocation de l'ISFC est d'inviter surtout des conférenciers français pour contribuer au « rattrapage scientifique » du Québec. Ensuite, il révèle les craintes et les susceptibilités que la France inspire aux élites québécoises d'alors : c'est un pays ravagé par la guerre, où les tickets de rationnement et les restrictions sévères sont encore de rigueur ; de surcroît, la gauche y tient le haut du pavé et la droite a pratiquement disparu de l'échiquier politique en raison de ses compromissions avec l'occupant. La sollicitation dont fait l'objet Bruchési vient d'une initiative des membres français du conseil de l'ISFC, qui souhaitent inviter un conférencier canadien : le choix se porte sur Bruchési, à l'unanimité des membres canadiens-français du

conseil³³. Gilson donne le feu vert à sa venue: «J'ai déjà l'assurance des fonds nécessaires au séjour en France de M. Jean Bruchési. Il pourra choisir librement la date de son séjour et nous informer des leçons qu'il se propose de faire à l'Institut des sciences politiques, par exemple, ou dans tout autre établissement de son choix. M. Bruchési est, bien entendu, tout à fait libre»³⁴. Il ajoute cependant: «Je vous serais reconnaissant de vouloir bien rappeler notre invitation à M. Bruchési, en précisant pourtant que ses frais de voyage proprement dits restent à trouver...». Étant donné la situation matérielle de la France, il n'y aura pas d'objections à ce que ces frais soient assumés du côté canadien.

Mais Bruchési s'inquiète: «On ne m'a jamais donné beaucoup de précisions sur la nature et le nombre de mes leçons [...] Je ne sais encore si le cours sera public, comme celui que vous avez vous-même [Montpetit] donné à la Sorbonne, ou s'il s'adressera à des élèves d'une Faculté ou École»³⁵. Sans doute craint-il que l'établissement proposé par Gilson ait fait l'objet d'une «épuration politique»: «M. Gilson parle de l'Institut des sciences politiques. S'agit-il de notre ancienne École libre? Dans ce cas, il n'est plus question de l'Université de Paris, à moins que l'Institut n'y soit rattaché». Il exprime aussi ses doutes: «À certaines heures je regrette d'avoir accepté l'invitation qui m'a été faite, tellement je crains de ne pas être à la hauteur de la tâche. Mais ce serait sans doute mal de me dérober». Il termine sa lettre en faisant allusion aux privations qui sévissent en France: «Je recueille en ce moment le plus d'informations possible de manière à avoir une assez juste idée de la situation là-bas, en ce qui a trait au chauffage et à la nourriture».

Montpetit s'empresse de rassurer Bruchési: «L'Institut des Sciences politiques a succédé à l'École libre des Sciences politiques qui a été dissoute et le nouvel institut fait partie de l'Université de Paris. Votre sujet est fort beau, je l'approuve entièrement et je suis sûr que vous le traiterez de main de maître»³⁶. Agacé par les tergiversations de Bruchési, Gilson prend les devants: «Pour M. J. Bruchési, j'attends une réponse du Comité Directeur de l'Institut d'études politiques. Comme on y cherchait justement quelqu'un pour un cours sur le Canada, M. J. Bruchési arrivera comme marée en carême»³⁷. Or Bruchési conteste le choix de l'IEP:

J'ai bien compris que monsieur Gilson me laissait libre de choisir l'endroit où mes conférences seraient données. J'ai toujours cru que ce devait être la Sorbonne même, où Monseigneur Chartier, Monseigneur Camille Roy, l'abbé Groulx, monsieur Lemieux et vous [Montpetit] avez été reçus. Notre ami Boutry, dans une lettre récente, insiste pour la Sorbonne. Au surplus, les conférences que je prépare [...] s'adresseront au grand public. [...] Il ne s'agit donc pas d'un cours proprement dit, tel que semble le demander l'Institut d'études politiques³⁸.

Bruchési redoute un accueil confidentiel:

[...] vaut-il mieux donner les conférences à la Sorbonne ou à l'Institut des sciences politiques? C'est la question que je me pose sans pouvoir y répondre, car j'ignore le point de vue de monsieur Gilson et tant de changements sont survenus à Paris depuis mon dernier voyage! Je sais bien que l'Institut d'études politiques remplace *notre* École libre des Sciences politiques; mais les conférences telles que je les conçois et les prépare s'accorderont-elles au public qui fréquente ce dernier? Je ne sais pas [souligné par Bruchési].

Il finit cette lettre en dévoilant le motif profond de son anxiété :

Je ne veux pas faire de faux pas ni me montrer plus exigeant que d'autres, mais je n'aimerais pas, soit dit entre nous, que la portée de mes conférences soit plus ou moins compromise par une « question de lieu ». À première vue, une telle question peut paraître bien secondaire, mais, en ce moment, à Paris, elle a je crois son importance.

Bruchési met ici en avant ce qu'il considère comme une requête légitime dans le contexte de la France nouvelle qui se dessine et n'est pas forcément en phase avec le Canada français: exiger les meilleures conditions pour que son enseignement en France ait un retentissement tel qu'il donne une bonne image du Canada français. Dans cette lettre tapée à la machine, il ajoute à la main, pour se montrer plus conciliant: « Je ne refuserai pas, si j'en ai le temps, de donner quelques leçons à des étudiants de l'Institut sur les questions canadiennes que je connais ».

Répondant à l'invitation officielle de Jacques Chapsal, directeur-adjoint de l'Institut d'études politiques de Paris, Bruchési fait valoir le caractère « diplomatique » de sa mission d'enseignement: « Inutile de vous dire que votre invitation me cause une joie très vive, d'autant plus que je suis moi-même un diplômé de l'École libre des Sciences politiques [...]. Mais cette invitation m'a mis aussi dans l'embarras. [...] Je n'ignore pas combien le Canada est populaire en France, ce qui ne veut pas dire qu'il y soit encore très bien connu »³⁹.

Bruchési revêt l'habit d'un ambassadeur culturel, officiant dans le temple du savoir que représente la vieille Sorbonne :

J'ai toujours compris que [m]es leçons, en raison même de leur caractère synthétique et de leur objet, seraient données à la Sorbonne, comme le furent celles de mes prédécesseurs [...]. Telles que je les conçois, dans le cadre que je me suis tracé, et telles que j'ai déjà commencé à les rédiger, je doute qu'elles puissent répondre à l'attente des étudiants de votre Institut.

Il persiste et signe en faveur de la Sorbonne, en se prévalant des conseils de « certains universitaires de Paris et de Montréal », tout en se ménageant une porte de sortie: « Je ne voudrais pas non plus réduire la portée de mes conférences si, toutefois, ces dernières méritent d'en avoir une. Sachez, en tout cas, que j'aurai infiniment de plaisir à être accueilli d'une manière ou d'une autre dans cette Maison de la rue Saint-Guillaume, où je suis bien souvent retourné par la pensée depuis 1926. »

Le dernier épisode de ces échanges épistolaires a lieu dans le courant de l'été 1947. S'adressant à nouveau à Montpetit, Bruchési ironise :

Il paraît donc entendu que mes dix conférences publiques seront données à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. J'aime beaucoup l'expression qu'emploie le secrétaire de la Faculté : on dirait que c'est moi qui me suis proposé de faire un cours à la Sorbonne ! Il me semble bien, cependant, avoir été *invité*. Du reste, la question est sans importance, sauf peut-être, pour les historiens dans mille ans d'ici⁴⁰ [souligné par Bruchési].

Cet article prouve qu'il n'aura pas fallu attendre si longtemps. Arrivé à Paris en janvier 1948, Bruchési donne une série de conférences à la Sorbonne, ainsi qu'un cours à l'Institut d'études politiques. Son enseignement y rencontre un vif succès. Les tensions perceptibles entre Bruchési et Gilson dans le cadre de l'ISFC n'empêchent pas ce dernier de préfacier son ouvrage *Canada. Réalités d'hier et d'aujourd'hui*⁴¹, qui reprend les notes de ses cours parisiens.

Conclusion : l'ISFC, foyer d'une reconquête du Québec par des catholiques français de gauche ?

On comprend aisément pourquoi les conservateurs canadiens-français comme Bruchési voient d'un mauvais œil l'éclosion, après-guerre, d'une France qui coupe les ponts avec son passé vichyste trop encombrant. Car au-delà de l'intermède de Vichy, c'est un mouvement traditionaliste pluri-séculaire, pris comme modèle au Québec, qui est laminé en France à l'issue du choc idéologique sans merci des années 1940. Bien qu'il puisse faire figure de « bastion » des échanges universitaires franco-québécois, l'ISFC ne sort pas indemne de la période. L'immédiat après-guerre n'apaise pas les tensions, comme en témoignent les exemples évoqués (Rougier et Gaxotte). La relève fait indéniablement défaut en raison de la suspicion de beaucoup de jeunes intellectuels français à l'égard d'un Québec perçu comme clérical et conservateur. Gilson lui-même met à l'épreuve la patience de Montpetit, en imposant des choix qui font bondir Bruchési.

On a déjà souligné l'importance du foyer démocrate-chrétien dans la relance des relations entre la France et le Québec, avec notamment l'ambassade de Francisque Gay à Ottawa dans les années 1948-1949⁴². Il faut insister ici sur le rôle joué à la tête de l'ISFC par Gilson qui appartient à la même formation politique que Gay : le MRP, dont il est à l'origine l'une des têtes pensantes. Issu de la Résistance, le MRP est une force politique qui défend le principe d'une « troisième force ». Ce terme reprend la formule diffusée avant-guerre par Emmanuel Mounier dans la revue *Esprit*. Il s'agit de dépasser à la fois le marxisme et le libéralisme. Au fil du temps, les dirigeants du MRP soutiennent cependant la politique des États-Unis

sur la scène internationale, ce que Gilson désapprouve. Dans un article retentissant paru dans *Le Monde* du 2 mars 1948, Gilson dénonce la subordination de l'aide américaine à une alliance militaire, allant jusqu'à affirmer: «Ce qu'on est disposé à nous acheter avec des dollars, c'est une fois de plus notre sang»⁴³. C'est la raison de son départ de France: à la suite d'une violente campagne de presse menée à son encontre, il rejoint en tant que professeur régulier l'Institut d'études médiévales de Toronto, où il enseigne et rayonne de 1950 à 1973.

Toujours en 1948, Gilson veut démissionner de la présidence de l'ISFC et s'en éloigne, car il déplore qu'on conteste ses décisions au Québec⁴⁴. Le passage officiel de témoin aura lieu en 1951, Henri Marrou lui succédant à la présidence de l'ISFC⁴⁵. Avec Marrou à sa tête, l'Institut recrute souvent parmi les néothomistes et autres personnalistes chrétiens français, provenant surtout de la mouvance d'*Esprit*, laquelle entretient des liens amicaux avec les rédactions de *La Nouvelle Relève*, de *Gants du Ciel*, puis de *Cité libre*⁴⁶. Se nouent au sein de l'ISFC les mêmes sympathies, qui ne vont pas sans provoquer quelques vagues chez les conservateurs québécois. Car un Gilson, un Maritain, un Marrou, se sentent beaucoup plus proches du fédéralisme prôné par Ottawa que du nationalisme aux couleurs duplessistes. Outre leur fréquentation des intellectuels fédéralistes, il faut mettre en avant leurs craintes face à la menace d'une hégémonie des États-Unis au sein du camp occidental. L'affaire Gilson est symptomatique de la défiance des catholiques de gauche envers une prépondérance trop marquée des États-Unis. Mounier la partage, comme ses deux successeurs à la direction d'*Esprit*, Albert Béguin et Jean-Marie Domenach.

Cette défiance explique indirectement mais logiquement l'engagement de ce type d'intellectuel en faveur du fédéralisme canadien: le Canada doit absolument survivre comme nation, et s'imposer sur la scène internationale, pour faire contrepoids à la puissance états-unienne. C'était déjà la thèse défendue par le protestant André Siegfried avant la Guerre⁴⁷. Ce sera encore celle du principal correspondant du journal *Le Monde* en Amérique du Nord, Claude Julien, dans les années 1960⁴⁸. Qu'on la juge fondée ou non, elle aura en tout cas animé bien des débats, et certainement influencé la diplomatie française face à la question québécoise⁴⁹.

Notes et références

1. Voir le fonds de l'ISFC, Université de Montréal, P12. Toutes les cotes indiquées dans les notes suivantes figurent dans ce fonds, dont la consultation a été facilitée par Monique Voyer, archiviste, que je remercie pour son aide diligente et efficace. L'ISFC bénéficie de subventions accordées par les gouvernements du Québec (à hauteur de 6000 \$ par an) et de la France (à hauteur de 100 000 francs par an, soit 4000 \$ environ), ce à quoi s'ajoutent des aides ponctuelles de l'Université de Montréal et de l'Université Laval (P12/E21).

- Réticente au départ, cette dernière rejoint l'ISFC, mais c'est seulement à la fin de l'année 1946 que son statut de membre est officialisé (P12/D3).
2. «L'action culturelle française ne voulait se cantonner ni au Québec, ni aux francophones, [ses agents étant] résolument hostiles aux thèses nationalistes et favorables, au contraire, à l'unité du Canada», Philippe Prévost, *La France et le Canada. D'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, St Boniface, Éditions du Blé, 1994, p. 46.
 3. P12/A1.
 4. Lettre d'Édouard Montpetit à Étienne Gilson, Montréal, 3 décembre 1937, P12/E14.
 5. P12/D3, procès-verbaux du 24 janvier 1940 au 18 décembre 1967.
 6. Lettre de Jacques Maritain à Édouard Montpetit, New York, 28 septembre 1940, P12/E17.
 7. Son élection fut très disputée. Reçu le 29 mai 1947, il remplace Abel Hermant, radié pour faits de collaboration, ne prononçant pas l'éloge de son prédécesseur, contrairement à la coutume.
 8. P12/A1.
 9. Gérard Fabre, «Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-québécois?», *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, Montréal, vol. 7, n° 1, 2004, p. 43-78. Montpetit fut aussi secrétaire général, puis vice-président du Comité montréalais de France-Amérique, côtoyant dans cette fonction le secrétaire général de l'organisme en France, Gabriel-Louis Jaray, qui fut son condisciple à l'ÉLSP. Après la guerre, en 1949, il sera nommé membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France.
 10. Lettre de Jacques Maritain à Édouard Montpetit, New York, 28 septembre 1940, P12/E17.
 11. Il s'agit d'Henri Grégoire (professeur de Lettres à Bruxelles), du R. P. P. Couturier, o. p. (directeur de la revue *Art sacré*), de Gaston Lavoisier (du ministère de l'Air), du R. P. J. Thomas Delos, o. p. (professeur à Lille) et d'Henri Laugier, professeur de physiologie, chef du service central de la recherche scientifique avant-guerre, membre du comité d'honneur parisien de l'ISFC (P12/D3).
 12. Fondée le 14 février 1942 et dirigée par l'historien de l'art Henri Focillon, assisté d'Alexandre Koyré, cette école regroupe une centaine de professeurs, dont Claude Lévi-Strauss, Georges Gurvitch, Denis de Rougemont et le physicien Jean Perrin. Voir Peter Rutkoff et William B. Scott, «The French in New York; Resistance and Structure», *Social Research*, vol. 50, n° 1, printemps 1983, p. 185-214; Colin W. Nettelbeck, *Forever French. Exile in the United States, 1939-1945*, New York-Oxford, Berg, 1991; Emmanuelle Loyer, *Paris à New York. Intellectuels et artistes français en exil, 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005; Jeffrey Mehlman, *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan (1940-1944)*, Paris, Albin Michel, 2005.
 13. Lettre de Camille Roy à Édouard Montpetit, Québec, 11 novembre 1941, P12/A1.
 14. De retour en Europe pour réoccuper sa chaire en Sorbonne, Cohen ne recevra pas à temps la lettre signée de Montpetit. Voir la lettre d'Édouard Montpetit à Gustave Cohen, Montréal, 21 septembre 1944, P12/E21 et la réponse de

- Silvain S. Brunschwig, le chargé d'affaires de Cohen en Amérique du Nord, New York, 22 janvier 1945, P12/E22.
15. Auguste Viatte, *D'un monde à l'autre. Journal d'un intellectuel jurassien au Québec (1939-1949)*, vol. 1: mars 1939-novembre 1942, édité et présenté par Claude Hauser, Québec, Les Presses de l'Université Laval/Paris, L'Harmattan/Courrendlin, Éditions Communication Jurassienne et Européenne, 2001, p. 333 et 398-400. Sur les tendances antisémites au Québec, voir Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle*, Montréal, Fides, 1999.
 16. Lettre de Jacques Maritain à Édouard Montpetit, New York, 25 juin 1943, P12/E19.
 17. Voir Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000. Les réseaux de la revue « Esprit » avec « La Relève », « Cité libre », « Parti pris » et « Possibles »*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Sociologie contemporaine »/Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2004, p. 17-46; Yvan Lamonde, « La Relève (1934-1939), Maritain et la crise spirituelle des années 1930 », *Les cahiers des dix*, n° 62, 2008, p. 153-194.
 18. Stéphanie Corcy, *La vie culturelle sous l'Occupation*, Paris, Perrin, 2005, p. 109.
 19. Voir Emmanuelle Loyer, « La “voix de l'Amérique” un outil de propagande radiophonique américaine aux mains d'intellectuels français », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 76, octobre-décembre 2002, p. 79-97.
 20. Jacques Michon, *Éditeurs transatlantiques*, Montréal, Éditions Ex-Libris-Tryptique, 1991, p. 18.
 21. Stéphanie Corcy, *La vie culturelle sous l'Occupation*, op. cit., p. 210.
 22. Lettre de Jacques Maritain à Édouard Montpetit, New York, 25 juin 1943, P12/E19.
 23. Il s'agit de l'inauguration des nouveaux immeubles de l'Université de Montréal.
 24. Au lendemain de la guerre, la première réunion du conseil présidée par Gilson à Montréal se déroule le 15 novembre 1947 (P12/D3), mais des rencontres au Québec entre Gilson et Montpetit ont lieu dès l'année 1945 (P12/E22).
 25. Jean Bruchési (1901-1979) est le neveu de M^{sr} Paul Bruchési, archevêque de Montréal de 1897 à 1939 et chancelier de l'Université de Montréal. Il suit au Québec une formation en droit et collabore au *Canada* d'Olivar Asselin. Il est l'auteur d'un récit de voyage préfacé par Montpetit et intitulé *Aux marches de l'Europe* (Montréal, Albert Lévesque, 1932). L'Académie française lui décerne en 1934 un prix pour son *Histoire du Canada pour tous* (2 volumes, Montréal, Albert Lévesque, 1933) et le récompense à nouveau en 1946 lors de la réédition.
 26. Bruchési a été élève de Montpetit à l'Université de Montréal. Il a donné un cours de politique commerciale et extérieure à l'École des sciences sociales fondée et dirigée par Montpetit, avant d'étudier à Paris de 1924 à 1927, d'où il revient diplômé de l'ÉLSP de Paris et de la Faculté des Lettres de la Sorbonne (1927). À son retour, en 1928, il est nommé professeur à l'École des sciences sociales: il y occupe jusqu'en 1937 la chaire de science et d'histoire politique. Parmi les nombreux témoignages d'amitié entre les deux hommes, voir la lettre de Montpetit à Bruchési (Montréal, 25 septembre 1944), qui porte sur l'échelonnement des fonds versés à l'ISFC, P12/E21.

27. Voir P. Prévost, *La France et le Canada, op. cit.*, p. 336 et suiv. Rougier fera le récit de cet épisode rocambolesque dans *Mission secrète à Londres. Les accords Pétain-Churchill*, paru en 1946.
28. Lettre (personnelle) de Jean Bruchési à Édouard Montpetit, Québec, 19 février 1946, P12 / A1.
29. Lettre d'Édouard Montpetit à Jean Bruchési, Montréal, 26 février 1946, P12 / A1. Sur la défensive, Montpetit ajoute qu'il tient à la disposition de Bruchési la correspondance entre les membres.
30. Lettre de Jean Bruchési à Édouard Montpetit, Québec, 18 avril 1946, P12 / A1.
31. Militant d'Action française, Gaxotte fut certes un partisan de la Révolution nationale prônée par Vichy, mais s'opposait à l'Allemagne nazie.
32. Lettre d'Édouard Montpetit à Pierre Gaxotte, Montréal, 22 août 1946, P12 / A1.
33. P12/D3.
34. Lettre d'Étienne Gilson à Édouard Montpetit, Paris, 12 mars 1947, P12 / A1.
35. Lettre de Jean Bruchési à Édouard Montpetit, Québec, 18 mars 1947, P12 / A1.
36. Lettre d'Édouard Montpetit à Jean Bruchési, Montréal, 20 mars 1947, P12 / A1.
37. Lettre d'Étienne Gilson à Édouard Montpetit, Paris, 30 avril 1947, P12 / A1.
38. Lettre (personnelle) de Jean Bruchési à Édouard Montpetit, Québec, 8 mai 1947, P12 / A1.
39. Lettre de Jean Bruchési à Jacques Chapsal, Québec, 13 mai 1947, P12 / A1.
40. Lettre de Jean Bruchési à Édouard Montpetit, Québec, 10 juillet 1947, P12 / A1.
41. Jean Bruchési, *Canada. Réalités d'hier et d'aujourd'hui*, Montréal, Les Éditions Variétés, 1948.
42. Pierre Savard, «L'ambassade de Francisque Gay au Canada en 1948-1949», *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 44, no 1, 1974, p. 5-31 (repris dans *Entre France rêvée et France vécue*, Québec, Nota bene, 2009, p. 1-56).
43. Gilson rompt avec les caciques du MRP en se prononçant contre l'Alliance atlantique et l'OTAN (ou NATO). L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord constitue la charpente militaire de l'Alliance. Le pacte sera définitivement paraphé en avril 1949. Le Canada l'avait signé dès 1948.
44. Lettre d'Étienne Gilson à Édouard Montpetit, Paris, 28 avril 1948, P12 / A1.
45. Historien spécialiste du christianisme antique, démocrate-chrétien comme Gilson, Henri-Irénée Marrou siège au comité de rédaction d'*Esprit*, où il signe la « préface française » du numéro spécial de 1952 sur le Canada français. Il y présente ainsi les collaborateurs canadiens: « En réaction contre Maurras et l'Action française, dont l'emprise fut si forte au Canada et demeure, hélas! toujours sensible, la présente génération a vu mûrir toute une jeunesse résolue pour qui notre revue a été un signe de ralliement, je dirai plus, un catalyseur; le groupe qui a rédigé ce numéro, et qui s'exprime là-bas par la courageuse *Cité libre*, constitue une véritable équipe canadienne d'*Esprit* [...] », *Esprit*, août-septembre 1952, p. 170.
46. S. Angers et G. Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, op. cit.*
47. Voir André Siegfried, *Le Canada, les deux races. Problèmes politiques contemporains*, Paris, A. Colin, 1906 et surtout *Le Canada, puissance internationale*, Paris, A. Colin, 1937.
48. Voir Claude Julien, *Le Canada, dernière chance de l'Europe*, Paris, Seuil, 1965 et *L'Empire américain*, Paris, Grasset, 1968. Julien fut correspondant du *Monde* en

Amérique du Nord à partir des années 1950, rédacteur puis directeur du *Monde diplomatique* de 1973 à 1990.

49. À tel point que de Gaulle aura beaucoup de mal à faire passer son message sur le « Québec libre » auprès de ses propres ministres et du Quai d'Orsay, lequel fut particulièrement rétif, comme le rappelle un haut fonctionnaire du Quai (voir l'entretien avec Bernard Dorin, dans Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier, *Le Lobby du Québec à Paris. Les précurseurs du général de Gaulle*, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 135-156).